



L'ÉT NCELLE

QUE CE SOIT CELLE DE L'INTELLIGENCE, INDISPENSABLE POUR COMPRENDRE CE QUE NOUS VIVONS OU SUBISSONS, OU CELLE DONT ON A BESOIN POUR ALLUMER LES FEUX DE LA COLÈRE QUAND ELLE SE FAIT NÉCESSAIRE.

**N° 19
JUIN/JUILLET 2012**

SOMMAIRE

- (p. 1) Du SARKOZY « light », non merci !
- (p. 1) L'impasse du rapprochement SIP/CDIF
- (p. 2) Non à la saisie des 2042 par des auxiliaires !
- (p. 2) Bilan des CAP locales de notation
- (p. 2) Zéro pointé pour le scannage des 2042

L'IMPASSE DU RAPPROCHEMENT SIP/CDIF

Lors des derniers groupes de travail nationaux « Cadastre » (5 mars et 14 mai), la DG a reconnu que le rapprochement SIP/CDIF fondé sur la polyvalence des agents des SIP ne pouvait pas être poursuivi et que la création de secteurs fonciers dans l'ensemble des SIP risquait d'entraîner les mêmes difficultés que celles rencontrées aujourd'hui dans les SIP avec des secteurs de recouvrement de taille réduite.

Autrement dit, c'est l'impasse. La poursuite du rapprochement SIP/CDIF n'est plus envisagée mais il n'est pas question de revenir en arrière pour les sites rapprochés et le statu quo ne peut être envisagé là où le rapprochement n'a pas été effectué. La DG cherche donc une nouvelle « cible » à atteindre. Cette cible pourrait être un « service du cadastre » composé de trois pôles : le PELP (pôle d'évaluation des locaux professionnels), le PTGC (pôle topographique et de gestion cadastrale) et le PELH (pôle d'évaluation des locaux d'habitation).

Pour la CGT, dans un contexte avéré de révision foncière, il est indispensable d'avoir des centres fonciers, traitant l'ensemble des missions fiscales, foncières et topographiques, implantés au plus près des acteurs de la fiscalité directe locale. C'est pourquoi la CGT s'oppose à la structuration « tri-polaire » envisagée par la DG qui conduirait à des services totalement cloisonnés.

DU SARKOZY LIGHT, NON MERCI !

Au terme de cinq années de mise en place de réformes régressives menées sous l'égide de la RGPP et dont la fusion Impôts/Trésor se voulait emblématique, la Direction Générale des Finances Publiques en ressort considérablement affaiblie.

C'est vrai du point de vue :

- de l'exercice des missions,
- des moyens en emplois pour les accomplir pleinement,
- des conditions de vie au travail des agents.

Comme tous les fonctionnaires, les agents de la DGFIP supportent en outre les conséquences des politiques passées : blocage du point d'indice depuis juillet 2010, réforme de la retraite, mise en place du jour de carence, etc

Autant dire que la période nouvelle qui s'ouvre après la période électorale qui vient de s'achever est lourde de contentieux revendicatifs qui appellent l'ouverture de véritables négociations à tous les niveaux et des décisions qui marquent une rupture avec la période passée.

C'est peu de dire que pour le moment, le changement se fait attendre. Le gouvernement tarde à lever l'ambiguïté sur la politique qu'il va conduire dans la Fonction Publique. Des créations d'emplois sont annoncées dans certains secteurs (Education nationale, justice, police..) mais elles seraient financées par des suppressions d'emplois dans d'autres administrations dont la DGFIP. En matière salariale, le ridicule coup de pouce pour le SMIC (+ 0,6 % soit 6,5 € net par mois) ne laisse rien augurer de bon au niveau des prochaines négociations salariales dans la Fonction Publique. Et on attend toujours que le gouvernement revienne sur l'institution inique du jour de carence.

Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à voir les responsables nationaux et locaux de la DGFIP persévérer dans la poursuite des réformes mises en place par la droite et s'autoriser à informer les agents qu'il faut s'attendre à des suppressions d'emplois dans le prochain budget.

Un peu moins de suppression d'emplois, des miettes au niveau salarial et une poursuite « en douceur » des réformes régressives des gouvernements précédents, c'est-à-dire du SARKOZY light, ce n'est pas ce qu'attendent les agents de la DGFIP.

Dans la période à venir, et notamment dès la rentrée, il importe donc de rappeler avec force les revendications pour lesquelles nous nous sommes fortement engagés ces dernières années et de construire la mobilisation nécessaire pour les faire aboutir.

En tout cas, la CGT Finances Publiques s'y emploiera.